

BOURGEOISIE DE MONTSEVELIER

CAHIER DES CHARGES DE LA COMMISSION DES AFFAIRES BOURGEOISES

Dans ce cahier des charges, les termes désignant des personnes s'appliquent aux femmes et aux hommes.

1. Principes et généralités

Une commission bourgeoise est instituée afin :

- D'apporter une collaboration constructive avec le Conseil communal et le Conseil général.
- De créer et de réunir les éléments permettant la circulation de l'information.
- De veiller à la sauvegarde des principes fondamentaux et des valeurs historiques, écologiques, culturelles, économiques et matérielles des citoyens bourgeois résidant sur le territoire du village de Montsevelier.

La commission des affaires bourgeoises (ci-après désignée « la commission ») soumise au présent cahier des charges est une commission permanente au sens du règlement d'organisation de la commune mixte de Val Terbi. Elle remplit les fonctions générales suivantes :

- Elle prend connaissance de la situation financière de la bourgeoisie par l'intermédiaire du conseiller communal chargé des affaires bourgeoises.
- Elle signale au Conseil communal les problèmes qui parviennent à sa connaissance.
- Elle traite consciencieusement les dossiers qui lui sont confiés.
- Elle fait des propositions à l'Autorité communale.

2. Nomination, durée des fonctions et représentation.

La commission est composée de 5 membres nommés par le conseil général pour la durée de la législature conformément aux applications du règlement d'organisation de la commune mixte de Val Terbi.

3. Composition et constitution

La commission se compose de 5 citoyens bourgeois. Ils doivent jouir de leurs droits civiques et être domiciliés sur le territoire du village de Montsevelier.

La commission désigne elle-même son président, son vice-président et son secrétaire.

4. Documentation et convocation

Le secrétariat communal tient à disposition de la commission le registre des bourgeois, dans la mesure du possible régulièrement tenu à jour. Le représentant des Autorités communales fournit la documentation nécessaire aux travaux de la commission.

La commission se réunit aussi souvent que les affaires l'exigent, sur convocation de son président ou à la demande d'au moins 2 membres et au minimum 7 jours à l'avance. Une copie de la convocation est transmise au conseiller communal en charge du dicastère des bourgeoisies.

5. Jetons de présence et indemnités

Les membres de la commission sont soumis à l'échelle des indemnités, jetons de présence et vacations versés aux Autorités.

6. Diligence et discrétion

- 1 Les membres de la commission sont tenus d'accomplir consciencieusement et soigneusement les devoirs de leur charge et de se montrer dignes de leurs fonctions par leur attitude.
- 2 Ils sont tenus à la discrétion à l'égard des tiers en ce qui concerne les affaires qui parviennent à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions et qui, par leur nature ou en vertu de prescriptions spéciales, doivent être tenues secrètes.
- 3 Cette obligation de discrétion subsiste même après la dissolution du rapport de service.
- 4 La commission traite avec diligence les affaires qui lui sont soumises.

7. Compétences financières

La commission ne dispose d'aucune compétence financière.

8. Débats

- 1 Les débats de la commission sont dirigés par son président.
- 2 Le président empêché est remplacé par le vice-président ou, à défaut, par le membre le plus ancien, à anciennetés égales, par le plus âgé.

9. Quorum, élections et votations

- 1 La commission délibère valablement quand la majorité de ses membres est présente.
- 2 Lorsqu'il s'agit de votation, c'est la majorité absolue des votants qui décide. Le président a droit de vote ; en cas d'égalité, il départage.
- 3 Lorsqu'il s'agit d'élection, c'est la majorité absolue qui décide au premier tour du scrutin. Au second tour fait règle la majorité relative. En cas d'égalité, le président procède au tirage au sort.
- 4 Les élections et votations n'ont lieu au bulletin secret que si un des membres de la commission le demande.
- 5 Pour le surplus, les prescriptions du règlement d'organisation établies pour le conseil communal sont applicables, par analogie, aux délibérations et au mode de vote de la commission.

10. Obligation de se retirer

Les membres de la commission ont l'obligation de se retirer lorsqu'il s'agit de traiter des objets qui touchent directement leurs droits personnels ou à leurs intérêts matériels ou à ceux des personnes qui leurs sont parentes au degré prévu aux articles 12, al. 1 et 25 LCo.

11. Procès-verbal

Les délibérations de la commission sont consignées dans un procès-verbal. Celui-ci doit mentionner le nom des personnes présentes ainsi que les propositions importantes formulées et les décisions prises.

12. Particularités

- 1 La commission est composée selon les prescriptions du règlement d'organisation, mais si possible avec au moins une personne connaissant bien le domaine forestier ainsi qu'un agriculteur.
- 2 La commission travaille dans le respect des intérêts de la bourgeoisie et pour son maintien.

13. Participation des fonctionnaires communaux et de tierces personnes

La commission peut librement requérir la présence de fonctionnaires communaux à ses séances. Elle peut également, et pour des cas exceptionnels, solliciter le concours de spécialistes extérieurs à l'administration, avec l'accord préalable du Conseil communal.

Toutes ces personnes sont soumises aux dispositions des articles 8 et 10 ci-devant.

Les membres du Conseil communal participent aux séances avec voix consultative et droit de propositions.

14. Attributions

- 1 Pour autant que la loi, les règlements communaux ou les dispositions d'exécution n'en disposent pas autrement, la commission rend des préavis qu'elle transmet au Conseil communal.
- 2 Tous les objets soumis au Conseil communal et qui concernent les affaires bourgeoises lui seront préalablement soumis.
- 3 En raison de leur importance ou de leur caractère particulier, d'autres affaires peuvent être présentées à la commission par le Conseil communal afin qu'elle prenne position.
- 4 La commission prend position sur les objets à soumettre au Conseil général ainsi qu'à l'Assemblée bourgeoise, en particulier :
 - Les budgets bourgeois
 - Les demandes d'achat, vente et échange de propriété bourgeoise
 - Toutes les affaires relatives à la bourgeoisie
- 5 Elle assure le suivi de l'exploitation forestière et bourgeoise à long terme.

15. Dispositions finales

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans le présent cahier des charges, le règlement d'organisation de la commune mixte de Val Terbi, en vigueur est applicable.

16. Approbation

Le présent cahier des charges, ainsi que ses modifications, doivent être approuvés par le Conseil général.

17. Entrée en vigueur

Le présent cahier des charges entre en vigueur dès son adoption par le Conseil général. Il abroge toutes dispositions antérieures qui lui sont contraires.

Ainsi décidé par le Conseil communal de Val Terbi le 27 août 2014.



AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Michel Brahier
Président

Catherine Marquis
Secrétaire

Ainsi adopté par le Conseil général de Val Terbi le 23 septembre 2014.



AU NOM DU CONSEIL GÉNÉRAL

Daniel Joray
Président

Sophie Lachat
Secrétaire